

*Jorge Sarsaneda Del Cid*

Dans la République du Panamá vivent actuellement sept peuples ou nations autochtones : les Ngäbe, les Kuna, les Emberá, les Wounaan, les Buglé, les Naso Tjerdi et les Bri Bri<sup>1</sup>. Ils sont 12.7% (417,559) sur une population totale de 3.405.813, selon le recensement de mai 2010<sup>2</sup>.

La figure juridique de *comarca* a été utilisée pour la légalisation des territoires, au sein desquels sont reconnus le territoire et la structure politico-administrative propre. Il existe quatre *comarcas* définies par la loi : San Blas ou Kuna Yala, de 1953 ; Emberá-Wounaan, de 1983 ; Kuna-Madungandi, de 1996 et Kuna-Tjerdi de 2000<sup>3</sup>. La légalisation du territoire Naso-Tjerdi (appelé avant Teribe) reste à définir. Il existe des communautés qui sont restées hors des *comarcas*, comme celles des Emberá et des Wounaan de Darién<sup>5</sup>, de même que celles des Ngäbe et des Buglé à Chiriquí et Bocas, qui cherchent la légalisation de leurs terres.

Au cours de l'année 2010, sept événements ont touché principalement tous les peuples autochtones de ce territoire :

1. L'approbation de la Loi 30 qui concerne tout le pays mais qui touche durement les plus nécessiteux ;
2. La non ratification de la Convention 169 de l'Organisation International du Travail (OIT) ;
3. Les inondations qui, comme toujours, touchent les zones les plus pauvres ;
4. La situation permanente de pauvreté et de pauvreté extrême dans les zones autochtones du pays ;
5. Le trafic de drogues à travers la majorité des territoires autochtones;
6. L'augmentation des processus migratoires vers les centres urbains et
7. L'approbation de la Loi 88 qui officialise les alphabètes des langues autochtones du pays et favorise l'Education Bilingue Interculturelle.

**1. Approbation de la Loi 30 :** Le 16 juin fut approuvée la Loi 30 malgré l'opposition de nombreux secteurs de la société car elle touchait trois codes et six lois. Le peuple l'appela la Loi « chorizo » car il s'agissait d'un ensemble de lois décousues. L'une des conséquences fut celle de nuire aux droits acquis par les travailleurs, comme par exemple une norme qui permettait d'employer du personnel nouveau quand il y avait des grèves dans les

entreprises. Il y avait également d'autres thèmes : on n'ordonnerait pas de détention préventive ni ne suspendrait la charge à des membres de la force publique<sup>6</sup> sous enquête. De la même manière, il y était dit que pour de grands projets « de développement », il ne serait pas nécessaire de procéder à des études importantes d'impact environnemental, ce qui mettait en danger plusieurs *comarcas*.

C'est pour cela qu'en juillet, les travailleurs des exploitations bananières de Bocas del Toro (principalement des autochtones ngäbe, buglé, naso, bri bri et kuna), entamèrent des manifestations pacifiques, mais face à la surdité et la répression, de telles contestations finirent dans le sang et au moins quatre morts, plus de 700 blessés, dont quelques-uns qui perdirent la vue<sup>7</sup>. Après des négociations, la loi fut abrogée et divisée en six lois différentes. Finalement, personne ne fut jugé ni condamné ; il n'y eut pas non plus de coupables.

2. **Convention 169 de l'OIT** : Les peuples autochtones du Panamá sollicitent sa ratification depuis des années, mais les gouvernements les ont toujours ignorés. Le 9 août de cette année, la Défense du Peuple parraina une réunion: le « Congrès National Autochtone », où des autorités traditionnelles des sept peuples furent présentes. La demande de ratification fut à nouveau faite à la Ministre du Gouvernement et aux autres autorités par oral et par écrit. Il n'y eut pas de réponse majeure. Il semblerait qu'il n'y ait pas de volonté politique de le faire<sup>8</sup>.
3. **Inondations** : pendant les mois de juin et décembre, dans la zone kuna de Madungando, dans celle de Kuna Yala, dans la zone Emberá et Wounaan, dans celle de Ngäbe et Buglé de Bocas, ainsi que dans d'autres parties du pays, il y eut beaucoup de précipitations, entraînant des conséquences immédiates d'inondations et de pertes des semences. On estime que 5000 personnes furent touchées, aggravant la situation en soi pénible dans laquelle se trouvaient ces peuples indigènes<sup>9</sup>.
4. **Pauvreté** : Les chiffres des indices de développement humain dans les *comarcas* sont réellement scandaleux. Celui du pays est de 0.840 ; en revanche, dans la *comarca* Ngóbe-Bugle, il est de 0.447<sup>10</sup>. Ceci est corroboré par des chiffres élevés de pauvreté (90%) et de pauvreté extrême (65%) dans les *comarcas* autochtones. C'est-à-dire que, bien que le pays en général occupe un poste de développement presque élevé, les *comarcas* sont au niveau de développement d'Haïti (0.404)<sup>11</sup>. Il y a des différences de 1 à 5 dans la mortalité maternelle, la mortalité infantile, l'analphabétisme, etc. Il semblerait qu'il n'y ait pas de volonté politique de la part des gouvernements

pour résoudre réellement ces situations, puisqu'elles persistent depuis des années.

- 5. Trafic de drogues :** dans les zones autochtones– en particulier dans la zone Buglé (Bocas del Toro), Kuna (Kuna Yala) et Emberá-Wounaan (frontière avec la Colombie), le trafic de drogues est maintenu, impliquant et nuisant aux communautés autochtones qui se trouvent coincés entre deux « feux ». Des dirigeants autochtones déclarèrent que des membres de leurs communautés furent obligés de servir de guides et mules, transportant de la cocaïne le long des fleuves du Darién, pour traverser les zones marécageuses et arriver à la route panaméricaine. « Nos jeunes sont obligés par ces narcotrafiquants d'agir comme des guides le long des routes », exprima le leader Betanio Chiquidama, qui représente les peuples d'Emberá et Wounaan qui résident dans le Darién. « Ils concluent : « Soit ils meurent, soit ils nous emmènent » » déclara-t-il, en ajoutant que les contrebandiers du groupe guérillero FARC de Colombie, recrutait quelques jeunes avec de l'argent<sup>12</sup>.
- 6. Migration temporelle et permanente :** la migration temporelle des Ngäbe et Buglé vers le Costa Rica a augmenté, de même que celle des Kuna, Emberá et Wounaan vers la ville de Panamá. Presque la moitié de la population Kuna vit actuellement dans la capitale. Ceci a des conséquences sociales, culturelles et économiques très fortes. Cette année, on a parlé de quelques 15 000 autochtones qui émigrèrent temporairement au Costa Rica<sup>12</sup>.
- 7. Éducation bilingue interculturelle :** l'unique « nouvelle positive » que l'on peut relever à propos des peuples autochtones du Panamá pour l'année 2010 est celle qui approuva la Loi 88 qui officialise les alphabets des langues autochtones et dictent quelques normes sur l'éducation bilingue interculturelle. Cela fut également une lutte longue, difficile, remplie d'obstacles et de bureaucraties, au cours des trente dernières années. Au final l'objectif souhaité ne fut pas atteint. Le critère du Ministère de l'Éducation s'imposa mais, de toutes les manières, il s'agit d'un pas important.

D'autres faits ont concerné les autochtones du Panama : les problèmes de terres des Naso-tjerdi, la lutte pour la visibilité des Buglé, les changements sans consultation dans les lois internes des Ngäbe et Buglé qui peuvent provoquer de graves problèmes, dans la mesure où il y a des possibilités d'exploitation de mines et de construction d'hydroélectriques dans leur *comarca*.

Enfin, le panorama n'est pas du tout clair. L'année 2010 a été une année de lutte pour la survie qui doit se poursuivre, avec un effort redoublé, en 2011.

## Notes

<sup>1</sup> Selon la loi 88 de 2010, les noms des peuples autochtones s'écrivent tels qu'ils sont dans le texte, mais il existe quelques désaccords avec des linguistes des mêmes peuples.

<sup>2</sup> C'est-à-dire que nous sommes passés de 8% (selon le recensement de 2000) à 12.7% pour ce dernier recensement. Malgré tout, plusieurs déficiences furent signalées dans ce dernier.

<sup>3</sup> En 1997, quand ils définirent la comarca, ils écrivaient officiellement « Ngöbe ».

<sup>4</sup> Il existe un projet de Loi des Terres Collectives pour lesdites communautés, mais cela a davantage donné lieu à des conflits avec des colons non-autochtones face à la passivité des gouvernements.

<sup>5</sup> Au Panamá, par Constitution, il n'existe pas d'armée, mais dans la pratique il y a une force publique militarisée qui agit comme telle.

<sup>6</sup> [http://multimedia.telesurtv.net/16/7/2010/12457/indigenas-panamenos-fueron-reprimidos-brutalmente-por-la-http://www.dialogo-](http://multimedia.telesurtv.net/16/7/2010/12457/indigenas-panamenos-fueron-reprimidos-brutalmente-por-la-http://www.dialogo-americas.com/es/articulos/rmisa/features/special_reports/2010/05/28/feature-01_policia/)

[www.dialogo-americas.com/es/articulos/rmisa/features/special\\_reports/2010/05/28/feature-01 policia/](http://www.dialogo-americas.com/es/articulos/rmisa/features/special_reports/2010/05/28/feature-01_policia/) Voir également le rapport de Human Rights Everywhere (020810) sur [www.hrev.org](http://www.hrev.org)

<sup>7</sup> Voir l'information sur <http://www.portalfio.org/inicio/noticias/grupos-culturales-y-minorias/4708-panama-etnias-indigenas-solicitan-al-estado-panameno-ratificacion-del-convenio-169-de-la-oit.html>

<sup>8</sup> Voir comme exemple :

<http://www.informador.com.mx/internacional/2010/256382/6/fuertes-lluvias-e-inundaciones-en-panama.htm>

<sup>9</sup> L'indice de développement humain, selon l'ONU, indique le niveau de vie salubre, d'éducation et de vie digne qui se mesure de 0 à 1. Il existe de nombreuses études sur le sujet. Voir par exemple :

PNUD (2008) Informe Nacional de Desarrollo Humano 2007-2008; Inchauste, G. y Cancho, C (2010) La inclusión social en Panamá: La población indígena, BID.

<sup>10</sup> Voir [http://fr.wikipedia.org/wiki/Indice\\_de\\_développement\\_humain](http://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_développement_humain)

<sup>11</sup> [http://www.dialogo-](http://www.dialogo-americas.com/es/articulos/rmisa/features/special_reports/2010/05/28/feature-01)

[www.dialogo-americas.com/es/articulos/rmisa/features/special\\_reports/2010/05/28/feature-01](http://www.dialogo-americas.com/es/articulos/rmisa/features/special_reports/2010/05/28/feature-01)

<sup>12</sup> Il existe plusieurs travaux qui illustrent cette situation. Voir par exemple : Quintero, B. y Hughes, W. (2005) Migración Indígena en Panamá, CONAPI, Panamá; Sarsaneda, J. (2010) La Ruta de la Desolación: Migración Ngöbe a Costa Rica, MiTraBS, Panamá.; Sánchez S., K. (2009) Migración transfronteriza indígena: Los emberá y wounaan en Jaqué, Darién. Tesis de Maestría, Universidad de Costa Rica.

***Jorge Sarsaneda Del Cid*** est panaméen et a travaillé pendant 24 ans parmi les peuples indigènes Ngöbe et Buglé du Panamá et le peuple k'iche' du Guatemala. Il a étudié la philosophie, la théologie et la sociologie. Il vit actuellement au Panamá et collabore dans divers travaux avec les peuples autochtones du pays.

*Source: IWGIA, El Mundo Indigena 2011.  
Traduction pour le GITPA par Sabrina Melenotte,  
membre du réseau des experts Amérique latine du GITPA.*